

Enquête au pays des fantômes

Nazli Temir Beyleryan est sociologue et enseignante à l'INALCO. Elle publie un ouvrage issu de sa thèse qui fait le point sur les zones d'ombres de la mémoire des Arméniens de Turquie depuis 1915 (1) et la réalité génocidaire de la société turque contemporaine. Entretien.

■ PAR TIGRANE YÉGAVIAN

France Arménie : Votre livre est issu de votre thèse de doctorat. Vous avez mené 45 entretiens approfondis à Istanbul, Vakıfköy et dans plusieurs villes d'Arménie occidentale. Comment avez-vous constitué votre échantillon, suivant quels critères ?

Nazli Temir Beyleryan : Pour ce travail de recherche, j'ai effectué de 2009 jusqu'en 2013, 45 entretiens approfondis en Turquie sur un échantillon de trois générations. J'ai tout d'abord réalisé des entretiens à Istanbul, dans les quartiers populaires tels que Kurtuluş, Osmanbey, Bomonti, Şişli, Beyoğlu, Bakırköy et Kınalı Ada. Ce sont des quartiers prisés par les Arméniens de la ville qui correspondent aux lieux de vie de ceux qui ont majoritairement un niveau socio-économique peu élevé ou moyen, ce qui justifie le choix de mon échantillon. Il y a sans doute des Arméniens ayant un niveau socio-économique plus élevé, mais ces exceptions ne sont pas traitées parce que ces personnes vivent en général en dehors des lieux couramment habités par leur communauté. Par la suite, je me suis rendue auprès des Arméniens d'Anatolie et me suis acheminée vers le sud dans certaines villes comme Diyarbakir, Van, Bitlis et Mouch, puis Vakıfköy partout où les Arméniens constituaient une population considérable avant 1915.

J'ai essayé de conduire des entretiens approfondis à travers le maximum d'informations utiles, au regard de mon sujet. J'ai parlé à des personnes de chaque sexe, issues de différents niveaux d'éducation, originaires de diverses régions, parlant la langue maternelle (arménophone), natifs des enfants de mariages «mixtes», croyants ou non-croyants, politiquement actifs ou pas, et surtout de générations différentes, afin d'obtenir des informations et des éléments de réflexions les plus riches possible. Le critère de sélection des interviewés a donc été basé sur une diversité maximale des profils en tenant compte des différentes générations. Cependant, le critère de l'âge nous paraît la donnée la plus décisive pour ce travail.

Dans quelle mesure le Génocide se poursuit-il sur le sol turc à l'encontre des Arméniens ?

Nous sommes en présence d'une société post-génocidaire, voire



génocidaire. Après 1915, les Arméniens vivant en Turquie ont été ignorés pour de nombreuses raisons. Hrant Dink l'a très bien exprimé. Il disait souvent : *“Qu'est-il arrivé aux Arméniens qui vivent aujourd'hui dans ce pays ?”* J'ai voulu me pencher sur cette question : comment les Arméniens restants ont-ils vécu et vivent-ils encore en Turquie ? Il n'était pas facile de la poser ou de l'aborder. Lorsque nous analysons l'ensemble de l'histoire de la république, nous constatons que les politiques de turquisation et d'islamisation se sont poursuivies pendant un siècle. Les non-musulmans, en particulier, ont été turquifiés sur le plan économique, social et identitaire. C'est une véritable aventure de survie pour les Arméniens de Turquie. Le Génocide s'est poursuivi, cette fois avec des dimensions différentes. Dois-je mentionner ici les campagnes ou les lois qui ont débuté et se sont poursuivies tout au long des années républicaines, telles que la campagne «Citoyen parle en turc» ou la «Loi sur l'impôt de la fortune» qui concerne la spoliation des biens des non-musulmans ou encore les pogroms des 6 et 7 septembre 1955. Cette période républicaine s'inscrit



L'auteure Nazli Temir Beyleryan

dans la prolongation du Génocide. Les Arméniens sont de réels survivants dans ce pays. Cette recherche est en fait l'étude de «l'immigration forcée» des Arméniens de Turquie, et même au-delà, l'histoire de leur «déterritorialisation». Elle raconte l'histoire du déni de la vérité de leur «vécu» sur ces terres.

Vous parlez de mémoricide dans votre livre. 108 ans après le Génocide, le deuil demeure impossible. Sans possibilité de deuil, le temps paraît suspendu. Et c'est là peut-être la grande singularité de la communauté arménienne de Turquie qui n'a pas le droit à la mémoire. Par conséquent, comment définir son identité ? Suivant quels marqueurs ?

S'il n'y a pas de mémoire, il n'y a pas de deuil et vice versa. Les Arméniens qui sont restés à l'écart de la «vraie vie» n'ont pas pu porter leur deuil. Les disparus, les morts, n'ont jamais été considérés comme ayant existé, ils n'ont en somme jamais vécu. A la réflexion de ce constat, la Turquie est devenue une collection de peuples ne pouvant porter leurs deuils. Il ne serait pas erroné de dire que la Turquie est un pays de «mémoricide», non seulement pour les Arméniens mais pour tous les autres



Manifestation à Istanbul en réaction à l'assassinat le 19 janvier 2007 du journaliste Hrant Dink

peuples rendus vulnérables. Les exemples sont nombreux : Kurdes, Alévis, Assyriens, etc. Dans une société construite uniquement sur la «turcité» et sa mémoire, porter un deuil n'est possible que pour le «Turc». On peut donc coupler les termes de génocide et mémoricide. Le terme de mémoricide renvoie aux personnes rendues vulnérables par la destruction d'une mémoire plurielle. Si nous regardons avec les yeux des Arméniens, ils ont bien subi ce mémoricide. Le Génocide n'a pas seulement massacré les Arméniens mais aussi détruit leurs mémoires. La destruction des lieux de mémoire, le silence et l'impossibilité de porter un deuil constituent le mémoricide. C'est ainsi que la destruction de la mémoire constitue une menace pour l'existence humaine, pour le «sujet» privé, comme pour le citoyen.

Dans ces conditions-là, comment définir son identité arménienne ? C'est très complexe, question difficile. Est-ce sa religion, son attachement à l'Église, ou bien l'utilisation de la langue arménienne ? On peut multiplier les questions et les réponses. Pourtant, j'aimerais donner un autre exemple pour mieux l'éclaircir. Il y a des Arméniens islamisés qui sont apparus dans l'espace public depuis une dizaine d'années. Dans l'histoire, bien avant 1915 mais également durant les années du Génocide, les Arméniens ont été contraints de se convertir. Nous savons que de nos jours, il y a de nombreux originaires

arméniens, restés musulmans, «apostats», «convertis». La visibilité de ces derniers est grande, et le devient de plus en plus. Ces «Arméniens cachés» sont une catégorie d'Arméniens qu'il faut étudier de plus près.

Quelle cartographie des Arméniens de Turquie peut-on dresser : Arméniens du yerkir, Arméniens de Bolis, ceux du Vakıf kiugh, etc. ?

Aujourd'hui, lorsque je dis que je travaille sur les Arméniens de Turquie, on me pose la question : quels Arméniens ? C'est tout à fait pertinent car on en compte plusieurs groupes. Il y a actuellement environ 50 000 Arméniens qui vivent en Turquie, des Arméniens qui ont des racines en Anatolie et à Istanbul, la majorité d'entre eux vivant à Istanbul. Le seul village qui reste en Anatolie est Vakıfkoy, qui est historiquement habité par des Arméniens. Il n'y a cependant que quelques dizaines de foyers là-bas. Je me suis davantage concentrée sur la micro-communauté vivant à Istanbul, car j'ai réalisé que la plupart des Arméniens vivant en Turquie venaient d'Anatolie et j'ai qualifié cette catégorie sous le nom de «diaspora anatolienne». Qui sont ces personnes qui appartiennent à ce groupe que je qualifie de «diaspora anatolienne» ? Des gens issus de Sassoun, Diyarbakir, Sivas, Siirt, Yozgat..., qui se réunissent autour des associations compatriotiques qu'ils ont créées à leur arrivée à Istanbul et se fréquentent entre eux en parlant leur dialecte parfois. Lorsque nous les analysons en profondeur, nous pouvons voir que leur droit de vivre en Anatolie leur a été retiré et qu'il n'y avait pas de communauté arménienne là-bas (car nous savons que ni les églises, ni les écoles, ni aucune autre institution n'étaient autorisées en Anatolie pendant les années républicaines parce qu'il s'agissait d'une politique génocidaire qui se poursuivait), c'est la raison pour laquelle ils ont dû émigrer à Istanbul et que je qualifie ce fait «d'émigration forcée». Ce n'est pas anodin que l'un de mes interviewés originaire de Sivas me dise : «Il n'y avait rien de bon ni de profitable pour un Arménien, on était tous des guivours [Ndlr : infidèles] là-bas.» Je me suis donc concentrée sur ces différentes catégories pour mener mes entretiens mais à part ceux-ci il y a une autre grande catégorie, voire deux : l'une du côté des Arméniens islamisés mais également les Arméniens de l'Arménie. Ce sont deux catégories complexes mais très intéressantes à étudier. Voici une piste pour les chercheurs.

Quel regard portez-vous sur la question des Arméniens islamisés ? Pourquoi ne pas avoir réalisé des entretiens avec eux ?

Lorsque j'étais dans la phase de prise de décision avant de commencer cette thèse, j'étais confuse comme tout chercheur débutant. Je voulais travailler sur les Arméniens islamisés, et ce n'est qu'en 2008 que j'ai décidé que ce n'était pas réalisable, sur la base de la décision que j'avais prise à l'époque avec ma directrice de thèse. En effet, cela ne répondait pas au critère de faisabilité de la méthodologie. Il était donc presque impossible de travailler sur cette catégorie alors qu'aujourd'hui, il existe de nombreuses recherches sur ces personnes, dont le travail effectué par la Fondation Hrant Dink, avant que les travaux de Selim Deringil ne soient connus. Plus récemment, Taner Akçam a également mis en lumière de nombreuses données historiques. Les Arméniens islamisés d'une manière ou d'une autre sont devenus plus visibles. Cependant, ceux qui liront ce livre retrouveront des traces des Arméniens islamisés. Dans presque tous les entretiens que j'ai menés, dans la catégorie de ceux qui ont émigré d'Anatolie à Istanbul, tous, absolument tous, ont dit qu'ils s'étaient convertis à l'islam en Anatolie,



Le village de Vakıfköy a été fortement endommagé par le dernier tremblement de terre en Turquie de l'Est

mais qu'en arrivant à Istanbul, ils étaient revenus à leur identité chrétienne. En ce sens, nous avons une autre catégorie intéressante. En fait, elle confirme la thèse de Taner Akçam qui dit que la seule façon de survivre en 1915 était de se convertir à l'islam. Presque tous ceux qui sont restés en Anatolie dans mon échantillon ont été islamisés pour survivre. Comment cela s'est-il produit ? Soit en s'islamisant officiellement, soit en vivant dans l'espace public avec des noms et des identités turcs/islamiques. Mais lorsqu'ils sont arrivés à Istanbul, ils ont repris leurs anciennes identités. Ce processus de retour n'a pas été facile à reproduire et les détails sont également disponibles dans le livre.

Vous êtes née et avez grandi à Istanbul, mais toute votre famille paternelle est de Sébastia. Quel est votre rapport personnel au pays arménien ?

Malheureusement, je n'ai pas eu l'occasion d'aller dans le village de ma famille. Je pense que la raison en est la suivante : mes parents sont originaires de Hafik vers Sivas, là où mon grand-père était forgeron. C'est de là que vient mon nom de famille Temir, "Demircian" à son origine, qui signifie "forgeron" en turc, qui est lié à cette profession. Mon grand-père jouissait d'une bonne réputation dans le village en tant que forgeron mais il l'a quitté dans les années 60 parce que, comme je l'ai déjà dit, il était très difficile d'y vivre en tant qu'"Arménien". Avant cette thèse, j'ai écrit un mémoire de fin d'étude sur l'histoire de mon grand-père et une monographie sur ce que signifie être un Arménien en Turquie et surtout en Anatolie. J'ai alors réalisé que l'histoire de mon grand-père n'était pas seulement l'histoire de notre famille mais aussi l'histoire de beaucoup de familles arméniennes de Turquie. Les recherches que j'ai effectuées par la suite me l'ont prouvé. L'une des principales raisons de l'exode d'Anatolie des années 40 jusqu'aux années 70 était le fait d'y être un *guiavour*. C'était aussi le cas de ma famille. Par conséquent, la plupart des familles qui sont arrivées à Istanbul et qui y sont restées ne voulaient pas retourner ou, au moins, visiter leur ville natale

parce qu'elles n'y avaient pas de bons souvenirs. Ma famille est l'une d'entre elles. Mon grand-père est venu à Istanbul parce qu'il avait peur que ses jeunes enfants soient enlevés par des "étrangers" (dans la plupart des cas kurdes ou turcs). Je me suis rendue compte plus tard que beaucoup d'entre eux étaient venus pour cette même raison. Par exemple, l'une des personnes interrogées m'avait confié : *"J'avais cinq belles filles là-bas, comment pouvais-je rester ?"* En d'autres termes, notre lien avec Sivas est malheureusement complètement rompu. Il vaut la peine de chercher à nouveau les raisons dans une société post-génocidaire.

Quel a été le rôle de l'historien Kéram Kévonian dont on connaît l'attachement viscéral à la défense de la Question arménienne mais aussi du « pays arménien » dans l'accomplissement de votre travail ? Que vous a-t-il appris ?

J'ai eu la chance de rencontrer Kéram Kévonian lors de la rédaction de ma thèse, à l'EHESS où il travaillait. Il m'a montré des sources arméniennes importantes pour cette thèse, il m'a introduite à l'Organisation Terre et Culture et des années plus tard, je suis devenue membre active en tant que bénévole. Grâce à Kéram, j'ai vite compris qu'il y a une autre histoire que nous ne connaissons pas et qu'on ne nous enseigne pas en Turquie, une histoire qui n'est pas taboue ici et sur laquelle je pouvais travailler. En faisant des recherches sur les enlèvements que j'ai mentionnés plus haut, j'ai lu le livre de la mère de Kéram, Arménouhi Kévonian, *Les Noces noires de Gulizar*, en trois langues différentes, arménien, turc et français. J'ai été très impressionnée par cet ouvrage et j'ai appris qu'il y avait des histoires de ce genre dans ma famille...

Le rôle de Kéram dans la découverte de ma propre identité à travers cette recherche est encore plus grand. L'Organisation Terre et Culture, dont il est le cofondateur, est aussi un véritable trésor, non seulement pour les chercheurs mais également pour nous tous qui sommes à la recherche de la vérité. ■

La Mémoire collective des Arméniens de Turquie, du génocide au mémoricide, l'Harmattan, 392 pages, 40 euros.